

Débats, sous forme de tableau, les montants que je viens d'énumérer:

Estimation des déboursés effectués par le gouvernement fédéral et affectés aux œuvres de service social

(Années financières 1932-1933 à 1936-1937)

Assistance-chômage	\$254,871,231
Entreprises et travaux publics spécialement destinés à l'assistance-chômage	38,253,127
Pensions de vieillesse	78,033,081
Enseignement technique	620,251
Loi de coordination des bureaux de placement	750,000
Travail, y compris l'application des lois des rentes sur l'Etat, de la conciliation et du travail, des justes salaires et de l'inspection, des enquêtes en matière de différends industriels, des bureaux de placement, de la limitation des heures de travail, etc.	2,381,922
Santé nationale	3,752,895
Subventions à diverses institutions privées d'œuvres sociales	468,950
Loi du placement et des assurances sociales	93,862
Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers (frais d'application)	1,532,266
Loi fédérale du logement	22,691
	<u>\$380,780,276</u>
Déboursés au sujet d'autres œuvres sociales:	
Traitements et soins ultérieurs aux anciens combattants	\$ 51,450,929
Pensions aux anciens combattants de la Grande Guerre	210,105,583
Dépréciation des prêts aux anciens combattants établis sur la ferme et des prêts généraux pour la colonisation	3,223,413
Versements (récolte de blé de 1930)	22,456,645
Versements (perte subie en conséquence de la garantie accordée au syndicat de l'avoine de 1930)	174,383
Primes à la culture du blé, 1931-1932 et 1932-1933	12,719,900
	<u>\$300,130,853</u>
Total	\$680,911,129
Prêts au provinces pour les fins d'assistance-chômage, montant net restant dû le 1er février 1937	\$102,150,000

Quels sont les services sociaux que les provinces ont pu maintenir avec les prêts consentis par le trésor fédéral, avec les octrois accordés par le trésor fédéral? Les calculs faits par le Bureau fédéral de la Statistique au sujet des dépenses de tous les gouvernements provinciaux pour le bien-être public et l'éducation pendant la période de cinq années s'étendant de 1932 à 1936, sont les suivants:

[Le très hon. Mackenzie King.]

Estimation des déboursés de tous les gouvernements provinciaux

(Les statistiques pour 1935 et 1936 sont approximatives.)

	Total pour la période quinquennale de 1932 à 1936
Santé publique	\$ 11,866,067
Y compris les bureaux d'hygiène, les cliniques, les laboratoires, les subventions aux sociétés pour la propagation de l'hygiène, les recherches et la médecine préventive.	
Institutions publiques	83,753,112
Y compris les institutions pour les maladies mentales, la lutte contre la tuberculose, les orphelins, les hospices pour les vieillards, les hôpitaux d'incapables et les refuges, les écoles de réforme, les fermes industrielles, les subventions aux instituts d'aveugles.	
Hôpitaux généraux	1,385,007
Administrés par l'Etat (à l'exception des hôpitaux pour les maladies mentales).	
Hôpitaux généraux	23,606,773
(Sauf les hôpitaux pour les maladies mentales) Subventions et aide financière aux hôpitaux.	
Bien-être de l'enfance et assistance maternelle	6,277,069
Pension de vieillesse	19,884,503
(Moins les versements du Dominion et des provinces).	
Allocations aux mères et aux épouses abandonnées	20,769,300
(Y compris les versements des municipalités).	
Assistance publique, divers	2,362,860
Travail	4,970,445
Y compris les bureaux de placement, les indemnités pour accidents du travail; l'inspection des usines, des chaudières, des édifices publics, des hôtels et des pensions; l'application d'autres réglementations relatives aux ouvriers.	
Intérêt, caisse d'amortissement et frais de perception des fonds de l'assistance publique (Dans Québec seulement)	9,161,252
Secours de chômage	173,743,777
(Moins les versements du Dominion ou des municipalités et les retenues sur les traitements des fonctionnaires fédéraux).	
Total pour les œuvres de bienfaisance	<u>\$357,780,165</u>

Si j'y ajoutais l'enseignement, service d'ordre social, j'obtiendrais ces chiffres:

Enseignement: \$148,564,113.

Y compris les subventions aux écoles primaires, secondaires et techniques, aux universités, collèges, écoles normales et écoles professionnelles; l'inspection, les examens, les manuels scolaires distribués gratuitement, les bibliothèques, l'instruction des sourds-muets et divers autres services.